



L'AIGUILLON

Le bulletin d'ATTAC

BULLETIN NUMÉRO 62 - MARS 2020

Se rebeller pour ne pas périr

Une fois encore les auteurs du bulletin lancent un cri d'alarme pour que cesse « *la guerre contre le climat* ». Pour Jacques Bouchard, faire porter l'odieux de la crise aux citoyens enchaînés par les mirages du capitalisme ne résoudra rien, pas plus que de leur faire miroiter que la sortie de crise passe par une transition douce. Puisqu'aucun décideur politique – de quelque niveau qu'il soit – ne mettra fin à la spirale qui nous engloutit, la rébellion et la désobéissance civile sont les seuls modes d'action à favoriser.

Samuel Montigné démystifie l'écoconsommation - et les discours moralisateurs qui l'accompagnent – pour faire face à l'urgence climatique. Alors que la part de la consommation individuelle n'est que de 20 % de l'ensemble des GES, faire de la consommation responsable le meilleur moyen de sortir de la crise climatique ne fait que maintenir le mécanisme bien huilé du capitalisme. Pour vaincre la crise environnementale, il nous faut réordonner les valeurs qui gouvernent nos vies pour y réintroduire la sobriété, la simplicité et nous faire passer « *de l'avoir à l'être* ».

En plongeant dans le dernier livre d'Yves Marie Abraham – fervent militant décroissantiste – Jeanne Gendreau tente de comprendre d'où vient cette obsession de la croissance qui est en train de détruire la planète. La machine infernale, qu'il nomme *capital-entreprise-monde*, a colonisé la société entière des individus à l'État et asservi nos façons de penser, de sentir et d'agir. Réintroduire les

Table des matières

LE BILLET DU CA

Extinction ou Rébellion ?

par Jacques Bouchard

Pour sauver la planète, c'est à chacun d'en faire un peu plus.

Mythe ou réalité ?

par Samuel Montigné

PEUT-ON GUÉRIR DU MAL DE L'INFINI ?

par Jeanne Gendreau

LES FINANCES PUBLIQUES
POUR LES NULS

Citoyens, citoyennes, à vos finances publiques ! Payons-nous trop d'impôt ?

par Chantal Santerre

POUR CONTINUER LA
RÉFLEXION

Quelques livres et quelques revues...

par Monique Jeanmart

Contact

« *communs* » pourrait être ce 1er jalon d'un nouveau vivre ensemble débarrassé à la fois de la consommation et de la propriété privée, un chemin pour rompre avec ce que le capitalisme à profondément imprégné en nous.

Dans sa 4e chronique, à l'approche de la période des impôts, à l'aide des notions présentées dans ces chroniques antérieures, Chantal Santerre compare les données concernant les impôts que nous payons avec celles des autres provinces et des pays membres de l'OCDE, dans le but de répondre à la question « *payons-nous trop d'impôt ?* »

Extinction ou Rébellion ?

par Jacques Bouchard

Alors, que des actions de désobéissance civile ont fait l'objet de vives critiques et que les personnes qui y ont participé ont reçu l'opprobre de la grande majorité de la classe politique et des chroniqueurs bien-pensants de notre société, nous devrions plutôt arrêter de regarder les doigts qui nous montrent la lune afin de rester moins idiots...



On pourrait épiloguer longtemps sur les cibles choisies à savoir pourquoi s'en prendre aux personnes qui utilisent leur auto un beau matin de semaine ou qui consomment lors de la grande foire d'un vendredi noir, risquant ainsi de faire porter l'odieux et la responsabilité de la dégradation de la planète à une population à qui l'on ment, souffrant d'une servitude volontaire au paradigme capitaliste.

En fait, ne serions-nous pas tous et toutes des climatosceptiques ? C'est ce que suggère Clive Hamilton, philosophe, auteur du livre *Requiem pour l'espèce humaine. Faire face à la réalité du changement climatique* et ancien membre du conseil australien sur le changement climatique. Il considère en effet que les individus ne sont pas prêts à changer radicalement de vie et encore moins à remettre en cause le principe de modernité et d'un progrès linéaire « *qui tend vers le toujours plus* ». Or pour ce dernier, c'est ce qu'impose le changement climatique. Mais ses effets, diffus dans le temps, confortent les gens dans l'idée qu'il y aura lieu de s'y atteler plus tard. (Paris-Match- novembre 2018)

Et c'est là l'odieux de nos dirigeants (j'emploie le masculin à juste escient), de nos économistes, de nos multinationales, de nos voyagistes, de nos minières, qui continuent à marteler que tout est sous contrôle, souvent par le biais de la publicité, toujours par des mirages d'une transition douce, que l'on peut continuer à exploiter de façon éhontée la nature à leurs profits et à nos dépens.

Le déni de l'évidence : c'est le capitalisme vert, ce sont des arbres plantés qui résoudront le problème des gaz à effet de serre, ce sont les motions d'urgence climatique adoptées dans nos parlements sans changement majeur de politiques.

Chaque jour amène sa bêtise. Au moment même où s'ouvrait la COP 25 et que le Secrétaire général de l'ONU, António Guterres, affirmait que « *Le point de non-retour n'est plus à l'horizon. Il est en vue et fonce vers nous* », et « *Notre guerre contre la nature doit cesser* », le Canada était fier d'annoncer le début de la construction du pipeline Trans Mountain, et le surlendemain, des investissements de 300 millions étaient annoncés pour agrandir le port de Montréal, et ce, avant même les conclusions du rapport environnemental.

À quoi nous servent les trois rapports publiés cette année par le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) : le rapport étudiant les conditions pour restreindre la hausse de la température globale à 1,5 °C à la fin du siècle, celui sur les terres émergées et l'alimentation et le dernier portant sur les océans et la cryosphère, qui sont plus qu'alarmants alors que les pires scénarios se confirment ? Sans oublier le nouveau rapport sur la réduction des émissions du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) publié la veille de l'ouverture de la COP 25 et qui concluait également qu'il n'y a plus une minute à perdre : si le monde remet encore à plus tard les actions immédiates et radicales nécessaires pour réduire les émissions de CO₂, la catastrophe climatique ne pourra plus être évitée.

Que faut-il pour que nous *commencions à croire ce que nous savons* ?

Comment penser sérieusement que les décideurs publics sont prêts à mener des politiques ambitieuses aux échelles nationale et internationale pour mettre fin à cette spirale sans fin qui nous engloutit ?

Comment penser qu'ils puissent réformer complètement la finance et revoir le système monétaire afin de le rapatrier, alors qu'ils n'ont pas voulu mettre de l'avant les nécessaires séparations des activités bancaires après la crise de 2008 ?

Par ailleurs, des choix budgétaires et fiscaux radicaux sont nécessaires, d'une part, pour financer les investissements publics massifs requis par la transition écologique et, d'autre part, pour redistribuer les revenus et les richesses, car il sera impossible de réussir la transition sans une réduction drastique des inégalités.

Comment penser que nos dirigeants politiques pourront s'y mettre sérieusement alors qu'ils se sont montrés incapables de mettre fin à l'usage des pratiques fiscales abusives dans les paradis fiscaux et que les taxes sur les transactions financières ne sont même pas encore un objet d'étude ?

Même l'idée d'une taxe minimaliste sur les GAFAM en France amène des représailles économiques afin de conserver le statu quo, alors on est bien loin des réformes en profondeur de la fiscalité qui sont nécessaires à la transition économique et écologique.

Comment penser qu'ils vont soutenir les changements radicaux des pratiques agricoles nécessaires alors qu'ils soutiennent encore l'usage des pesticides et qu'ils financent les grandes cultures

d'exportation ?

Nous ne pouvons détourner nos yeux des catastrophes qui s'annoncent.

Extinction ou Rébellion ?



Pour sauver la planète, c'est à chacun d'en faire un peu plus. Mythe ou réalité ?

par Samuel Montigné

Face à la crise climatique et environnementale mondiale à laquelle nous devons faire face, plusieurs avenues nous sont actuellement proposées. Une de celles qui sont le plus souvent relayées par les médias et les institutions est celle de l'effort accru que chacun devrait faire dans ses gestes au quotidien pour adopter des pratiques les plus écoresponsables possible. Que ce soit notre consommation alimentaire, nos modes de déplacements, nos loisirs...chacun par ses choix individuels est, semble-t-il, responsable de l'avenir de la planète.



Samuel Montigné



Le mea culpa, résidu persistant d'un héritage catholique ?

Actuellement, en matière d'action environnementale on observe bien souvent un discours moralisateur et culpabilisant. Un message et un discours qui ne sont pas sans nous rappeler celui véhiculé il y a peu de temps encore par le catholicisme. Une vision dichotomique de l'action individuelle dans laquelle il y aurait les bonnes actions environnementales et les mauvaises. Une vision qui tend à polariser la société en opposant les personnes en fonction de leur choix, par exemple entre les cyclistes et les automobilistes, ou bien entre les omnivores et les végétaliens. Avec en trame de fond une échelle morale liée à un degré croissant de pureté dans l'acte écologique qui mènerait certains vers un statut de pseudo sainteté en terme d'impact environnemental. Cette approche moralisatrice favorise le jugement de soi et de l'autre. Un jugement subjectif qui au final risque d'être largement biaisé, car *la majorité des gens croient être*

plus verts que la moyenne [1] évitant ainsi de se remettre vraiment en question ce qui participe activement à la division de nos efforts collectifs.

Autre parallèle, si par malheur autrefois nous avons fait de mauvaises actions il était possible de racheter nos péchés moyennant quelques « *je vous salue Marie* ». Maintenant pour nos mauvaises actions en matière d'impact environnemental il nous est possible d'acheter des « *je vous salue Marie* » autrement dit de procéder au rachat de crédits carbone, tout dépendant de votre bourse et de votre volonté de vous racheter une bonne conscience. Mais rassurons-nous, peu importe nos bonnes actions de notre vivant, le seul paradis connu sur terre est le paradis fiscal et celui-là est réservé depuis toujours aux biens nantis qui semble-t-il ont assez peu de problèmes de conscience environnementale ou sociale. Un paradis réservé à cette frange infime de la population qui se partage le gros des retombées de nos efforts collectifs, des gens qui semblent se dire par leur attitude écophage « *après nous le déluge* ». Même la montée du niveau des eaux promise par une augmentation de 3 degrés Celsius ne les atteindra pas sur leurs îles privées (de remords), car leur Yatch de Noé est déjà prêt à les accueillir, eux et leur grand égo. En attendant, pour les autres, les conditions de vie sociales et environnementales tendent à devenir un enfer.

La main invisible de l'environnement

Il est en effet primordial que chacun fasse sa part ne serait-ce que par souci de responsabilité et d'intégrité. Mais le concept qui voudrait que la somme des efforts individuels en matière d'environnement aboutisse inévitablement à l'amélioration des conditions globales, concept qui n'est pas sans nous rappeler le principe de la main invisible du marché chère à Adam Smith, semble présenter de nombreuses lacunes. Par exemple, cela fait plus de 15 ans que je surveille de très près mon éco bilan, j'ai beau prendre mon vélo 365 jours par année pour aller au travail, ne pas avoir d'auto et à chaque fois c'est l'avion outre-mer, qui pris tous les 2-3 ans, fait plonger de 50-60% mon impact environnemental sans compter le poids sur ma conscience « *plane bashing* ». Si l'impact de l'avion est vraiment majeur au niveau de mes émissions carbone, pris au niveau mondial, le transport aérien ne représente que 3% des émissions de CO2. Si tout le monde arrêtaît du jour au lendemain de prendre l'avion, il resterait encore 97% des émissions à éliminer dont plus de la moitié proviennent des secteurs industriels et agricoles. Les individus sont directement responsables de seulement 20% des émissions de CO2. Pendant que l'on exige un effort accru des individus, les compagnies, sous couvert de respect de la sacro-sainte compétitivité du marché, n'ont pour l'instant pas vraiment de contraintes environnementales à respecter.

Les limites de l'action individuelle

Au niveau local, vous avez beau mettre scrupuleusement dans votre bac vert vos matières à recycler il apparaît au final que seuls près de 60% le sont réellement notamment par manque de filières existantes (la Chine et l'Inde viennent de fermer leurs portes à nos matières recyclables).

Devons-nous chacun organiser une filière de recyclage des plastiques (seuls 18% sont valorisés actuellement) et mettre en place la consigne pour le verre qui tend à polluer toutes les autres matières recyclables ? Ou est-ce le rôle des instances municipales ?

Devons-nous contacter la compagnie qui fabrique notre ordinateur pour exiger qu'il soit durable, réparable et non programmé pour être obsolète au bout d'un certain moment ?

Ou pouvons-nous envisager qu'il y ait des lois pour réglementer la durée de vie des appareils et la prise en charge complète par la compagnie productrice du cycle de vie des matériaux utilisés.

Et que pouvons-nous faire individuellement contre l'étalement urbain et le tout à l'auto si un plan d'urbanisme ne le prévoit pas de façon responsable et durable.

Si l'on transposait cette responsabilité environnementale de l'individu au système de redistribution des richesses cela reviendrait à dire, « *c'est à chacun de fixer son niveau d'imposition, faites votre effort individuel pour le collectif* ». Il est fort à parier que malgré nos consciences sociales développées nous cotiserions très peu et le système s'effondrerait rapidement (et encore là, malgré les lois très restrictives en place, les plus riches s'arrangeraient par des subterfuges financiers pour s'extraire du système et ne pas payer leur juste part).

L'écoconsommation, formule gagnante vers un statu quo planifié

Le principe de l'écoconsommateur, seul responsable d'un avenir collectif, vient cogner une fois de plus sur le clou de notre conscience individuelle, et tend à installer chez chacun un sentiment d'impuissance, de mauvaise conscience voir une véritable éco anxiété qui risque au final de paralyser toute action individuelle et collective.

Nourrie à coup de formules type « acheter c'est voter » l'écoconsommation, où l'acte d'achat est présenté comme substitut direct au processus démocratique, plutôt que de régler le problème, semble participer au maintien du mécanisme bien huilé de notre société de consommation. Celle-là même qui nous a menés à la situation environnementale et sociale désastreuse que nous connaissons actuellement.

Dans sa recherche doctorale [2] Lewis Akenji précise que « *Cette approche, qui est motivée par la pensée économique, où le consommateur est un bouc émissaire, est à la fois simpliste et imparfaite. Compte tenu de l'ampleur et de l'urgence du problème environnemental, le consumérisme vert pourrait même être dangereux car il retarde le déploiement de solutions efficaces* ». Tout en indiquant que cette stratégie organisée de résistance à une nécessaire transition économique et politique est tout sauf le fruit du hasard. « *Les moyens et les implications pratiques d'un mode de vie durable menacent les intérêts d'acteurs puissants tels que les gouvernements nationaux, les grandes sociétés transnationales et les institutions qui façonnent ensemble les politiques et les marchés contemporains* ».

L'échec de la représentation démocratique et la crise profonde des valeurs

Face à l'urgence climatique, associée à l'accroissement des inégalités entre une infime minorité très riche et une majorité pauvre, il est peut-être temps pour nous de sortir la tête de notre sac d'épicerie et de notre bac de recyclage. Nous devons activement travailler ensemble à nous réapproprier les leviers démocratiques (encore) existants et exiger de nos élus municipaux, provinciaux, nationaux,

voire aux délégations internationales, de respecter la volonté des peuples de protéger les conditions essentielles de vie sur la planète en mettant en place des traités, des lois qui imposent des règles environnementales plus strictes, aux nations, aux entreprises, aux collectivités et finalement aux individus.

Il est temps de nous assurer que les élus défendent à nouveau le bien commun, la solidarité, le respect des conditions environnementales pour notre génération et pour les suivantes, plutôt que de répondre, comme c'est le cas actuellement, aux lobbies



du 1% des plus nantis de la planète et à leur logique de profit à court terme. Et exiger que les entreprises aussi fassent leur juste part en termes de participation fiscale et de protection de l'environnement.

Dans les sondages, c'est l'environnement qui apparaît comme étant notre principale préoccupation loin devant l'économie et la santé [3]. Et pourtant au moment de voter, de trouver un habitat ou de penser à nos vieux jours, c'est une forme de peur intrinsèque qui vient replacer la valeur financière avant toutes les autres

et qui dicte nos choix. Si l'environnement représente un enjeu vital pour notre génération et pour les suivantes, il est peut-être grand temps d'amorcer une véritable et difficile introspection pour réordonner en nous les valeurs conscientes et inconscientes pour que nous choisissons véritablement « entre la bourse ou la vie ». Il est temps que nous soyons capables, non pas avec notre conscience, mais du fond du cœur, de voir enfin le capitalisme non pas comme une solution mais comme un problème. Que nous soyons également capables de voir la transition écologique non pas comme un retour obligatoire vers un mode de vie austère, mais bien comme ce qu'elle est : une heureuse et souhaitable amélioration de nos conditions de vie au quotidien et de celles des générations à venir. Souhaitons qu'ensemble avec courage, détermination et sérénité nous emprunions cette belle avenue verte et solidaire. Que cette crise environnementale et surtout existentielle nous permette enfin de passer du *verbe avoir au verbe être*.

L'auteur est titulaire d'un baccalauréat en enseignement des arts visuels et d'un diplôme de second cycle en éducation relative à l'environnement de l'Université du Québec à Montréal, Samuel travaille depuis plus de 15 ans avec Les amis de la montagne à la protection et la mise en valeur du mont Royal. Militant d'Attac de longue date, il travaille notamment à l'aspect logistique pour la mobilisation des membres lors d'actions symboliques. Illustrateur, graphiste, photographe il met en images des concepts pour créer banderoles, affiches, flyer, etc..

Notes

[1] <https://www.lapresse.ca/actualites/environnement/201912/23/01-5254849-la-majorite-des-gens-croient-etre-plus-verts-que-la-moyenne.php>

[2] Lewis Akenji, Éviter de désigner les consommateurs en bouc émissaire : vers une économie politique de la vie durable. Thèse de doctorat. <https://helda.helsinki.fi/handle/10138/303978>

[3] <https://www.lapresse.ca/actualites/environnement/201911/11/01-5249316-sondage-environics-lenvironnement-principal-souci-des-canadiens.php>



PEUT-ON GUÉRIR DU MAL DE L'INFINI ?

par Jeanne Gendreau

« *Toute société est constituée par l'idée qu'elle se fait d'elle-même* ».

Émile Durkheim

Peut-on réellement « Guérir du mal de l'infini » ? Dans cet ouvrage sans concession, Yves-Marie Abraham, militant décroissantiste et professeur aux HEC tente de comprendre d'où vient cette obsession de la croissance qui est en train de tout détruire. Bien que s'inspirant du marxisme, l'auteur en élargit grandement le concept : il inclut la Nature et les êtres vivants non humains qui sont des composantes indispensables au rééquilibrage de l'Écosystème. Guérir de ce mal infini et entretenir la machine capitaliste est tout simplement impossible. Que l'on regarde l'aspect historique, sociologique, religieux, etc. la constatation est la même : la reproduction de ce système menace la planète au complet, même ceux qui semblent en bénéficier. Bien qu'il y ait

urgence, guérir de la croissance est un long processus, qui ne se fera pas sans heurt et sans un renoncement en profondeur à nos croyances, valeurs et modes de vie.

La croissance est une autodestruction

Tous les êtres de la Planète Terre sont mis en danger par l'impératif de la croissance à travers la production d'artéfacts, de marchandises. En plus d'épuiser les ressources finies (non renouvelables), tout l'environnement est envahi de détritiques, de déchets. Nous passons progressivement de l'ère de l'anthropocène à l'ère du « poubelloène », car le recyclage n'est pas non plus infini.

Le cercle qu'on qualifie de « vertueux » quand on parle du dogme sacré de l'économie est bien davantage un cercle vicieux pour l'ensemble des espèces vivantes : faire du profit oblige que nous pigions dans les ressources indispensables à la vie : l'air respirable, l'eau buvable et les sols fertiles, éléments qui ne se renouvelleront pas, quelles que soient les prouesses technologiques.

La croissance dite « verte » (développement durable, green new deal, économie circulaire, etc.) reproduit tout autant cette spirale, car on ne substitue pas les ressources, on les additionne [1] « *Il est urgent que nos « leaders environnementaux » cessent d'être les commis voyageurs du « capitalisme vert », spécialisés dans la promotion des marchandises propres* ». Incitant ainsi à «



polluer moins pour polluer plus longtemps » et amenant le troupeau encore plus près du précipice, tout en les bernant : « Oui, Nous pouvons croire et DURER ! ».

La croissance comme source d'inégalités de plus en plus insoutenables

Les inégalités de classes entre les Bourgeois, « buveurs de sueur » et les travailleurs ont toujours fait partie du discours marxiste. Mais la course à la croissance permet d'en mettre d'autres en relief : en plus des injustices *intragénérationnelles* (« une minorité de joueurs parvient effectivement à exploiter la majorité »), notons les inégalités *intergénérationnelles* (les générations futures vont devoir vivre avec un garde-manger terrestre qui ne cesse de se vider, tandis que les poubelles sont sur le point d'envahir la cuisine), et, perspective vraiment nouvelle, les injustices *interspèces* qui constituent les torts immenses subis par les végétaux, les animaux et les écosystèmes. Ce sont ces rapports profondément inégaux qui sont à l'origine et qui continuent de soutenir l'économie capitaliste et par le fait même l'Entreprise-monde. Un monde plus juste ne pourra jamais cohabiter avec la perpétuation du jeu de la croissance infinie. La croyance que les richesses puissent être redistribuées, que chacun aura « sa juste part » à l'intérieur du capitalisme, est une illusion ancrée chez plusieurs acteurs sociaux « progressistes ».

La croissance est un piège

La course à la croissance ne serait pas inscrite dans les gènes humains et ne serait pas non plus un désordre mental. Cette obsession à vouloir améliorer son sort en produisant et consommant des biens [2] serait plutôt un piège dans lequel nous sommes tous tombés, y compris ceux qui en bénéficient. On ne naît pas forcément « homo oeconomicus », on le devient pour s'adapter aux règles exponentielles du profit. L'homo oeconomicus est un être aliéné qui n'est « *maître d'à peu près rien, pas même des décisions les plus importantes concernant sa vie* ».

Une planète entièrement colonisée

L'Entreprise-monde, qui a colonisé la planète Terre, est donc supportée par un concept sacralisé : [3]. C'est au nom de ce sacro-saint principe que la course effrénée à la croissance s'amplifie. Au nom de ce principe, on autorise l'Entreprise-monde à prendre le pouvoir sur tous les écosystèmes qu'elle peut piller et détruire. Les êtres humains ainsi asservis développent de plus en plus de mécanismes de défense pour survivre (évasion par toutes sortes de moyens eux-mêmes plus ou moins destructeurs). Mais le bonheur et le bien-être ne sont pas des indices économiques. Même l'amour et l'amitié ont été colonisés par des multinationales. Pas étonnant qu'il y ait autant d'individus souffrants.

Cette machine infernale, capital-entreprise-croissance, non seulement l'humain en fait partie, mais elle a colonisé presque toutes les parties de son être. Les façons de penser, de ressentir, de vivre, que cette puissante machine oblige ont été bien intégrées et il est donc très difficile de s'en distancer et de les observer. Ce processus pourrait être à l'origine des réactions de déni et de pensée magique collective face à cette urgence climatique pourtant scientifiquement et clairement démontrée.

L'État a aussi été colonisé par l'Entreprise-monde. La démocratie qu'on appelle « représentative »

ne peut qu'être le reflet, la réplique de l'Entreprise-monde, puisque celle-ci s'impose à tous les niveaux. Quand il y a apparence de menace envers marchandises, commerces ou entreprises, l'État devient répressif et violent. Même les révolutions socialistes ont travesti l'État en entreprise. Leurs prises de contrôle n'ont pas du tout libéré les sociétés de la tyrannie capitaliste. Au contraire, ce *socialisme a « constitué la version la plus pure ou la plus caricaturale qui soit de l'Entreprise-monde »*.

Se guérir en « communalisant » ?

Si l'État ne peut pas être la « constituante » susceptible d'entamer un processus de transformation et de sortie du capitalisme à travers la démocratie, quelle est l'alternative qui pourrait alors émerger ? Les ONBL (qualifiées par l'auteur de « *éboueurs du capitalisme* »), les modestes PME (*il y a un Total et un Walmart en puissance en chacune d'elles*), ne peuvent que constituer un antidouleur momentané et non un processus de transformation.

Mais remettre en cause un modèle d'existence qui est de surcroît intériorisé donne le vertige. Les alternatives suggérées par les mouvements de décroissance, même « conviviale », ne peuvent qu'être difficiles à intégrer dans le contexte actuel pour toutes les raisons développées tout au long de cet ouvrage.

Communaliser ou tenter les « communs » pourrait être une première étape vers un changement de paradigme en mettant les jalons d'un nouveau vivre-ensemble : sans qu'il y ait « un grand soir », investir un « commun » est révolutionnaire de par ses principes de base : la notion de propriété privée et de croissance dirigée vers le profit ne fait pas partie de la vie commune : on produit ce qui est nécessaire à l'existence, en respectant tous les éléments de l'écosystème. Les tâches utiles à la vie de la communauté sont partagées également entre tous les membres selon leur potentiel, leurs capacités [4], etc. Et, finalement, le principe qui chapeaute de façon incontournable la vie dans un commun : **décider ensemble** du comment on veut vivre. Un commun se coordonne nécessairement de façon horizontale et expérimente certaines formes d'autogestion et de démocratie directe [5] .

Il y a plusieurs types de communs, allant du lieu de vie (comme la ZAD de Notre-Dame -des-Landes [6]) à un lieu d'activités épisodiques, comme un jardin collectif ou même un cercle de tricot [7] . Tous les communs n'ont pas la même portée politique de transformation, mais ils constituent chacun une expérience différente de vie.

Certaines formes de communs ne menacent pas l'Entreprise-monde, loin de là ! Aussi pour « communaliser » une société, il faut en amont une vision et une certaine volonté politique. Mais une politique à petites échelles, précise l'auteur ! Les petites municipalités, les quartiers peuvent enclencher progressivement des démarches pouvant déboucher sur un ou plusieurs communs. Et progressivement changer les structures de proximité.

Une autre façon de vivre un commun est de protéger un territoire menacé. Se pose ici la délicate question de la violence (est-elle de la légitime défense ?) et/ou de la désobéissance civile. Quand une minorité s'accapare l'espace commun à ses propres fins et le travestit, comment le protéger et le réapproprier collectivement ?

Enfin...

En refermant ce livre [8] , le lecteur ne peut qu'être conscient de l'inutilité de lutter à l'intérieur de la spirale croissance. C'est déjà là un paradigme nouveau, qui oblige à envisager des transformations souvent en rupture avec ce qui est intégré profondément en chacun de nous, quels que soient notre rôle et notre action dans la société. Mais il n'y a aucun argument décisif et définitif et le débat est loin d'être clos. L'auteur a mis la table : Il suscite des réflexions et des discussions difficiles, mais indispensables sur l'avenir de « notre » monde.

Notes

[1] L'effet « rebond » documenté par Devons en 1800 sur le charbon s'avère valable dans toutes les situations où il y a une course aux nouvelles technologies : en diversifiant les matières, on consomme plus .

[2] Aux pages 173, 174, 175, l'auteur semble s'amuser à décrire avec une certaine ironie comment la « classe moyenne » tente de s'adapter à ce modèle

[3] l'économiste François Legault s'indignait ainsi suite à l'occupation des voies ferrées par des militants anti gazoduc : « On n'a pas le droit de **prendre l'économie en otage** » (18 février 2020).

[4] Notons ici que YMA s'insurge contre les responsabilités « genrées » et privilégie l'écoféminisme comme un moteur important de changement des mentalités.

[5] Bâtiment 7, Fabrique d'autonomie collective, situé à Pointe-St-Charles à Montréal, illustre très bien ce qu'est un commun. Voir le bulletin d'Attac, avril 2018 et juin 2019

[6] Voir le dernier reportage sur ce projet, <https://france3-regions.francetvinfo.fr/pays-de-la-loire/loire-atlantique/notre-dame-des-landes/notre-dame-landes-quel-avenir-ancienne-zad-1775221.html>, janvier 2020.

[7] Le collectif « Mailles à part » a été un lieu de mobilisation et de réflexions pendant le Printemps Érable de 2012. <https://www.youtube.com/watch?v=ZxsyiolZI8g> et ont créé « Tricot, Rêve & Révolte <https://www.youtube.com/watch?v=ZxsyiolZI8g>, un documentaire de 32 minutes par Maxime Faure, 2012.

[8] Une entrevue avec YMA menée par Fred Savard complète la lecture <https://share.transistor.fm/s/6e8a341f>



Les manières de prélever les revenus gouvernementaux sont une autre donnée indispensable pour correctement apprécier la pression fiscale. Elles nous disent les proportions des divers modes de taxation (les impôts en sont un, mais ne sont pas le seul) qui sont appliqués dans une juridiction donnée.

On peut, dans le graphique [3] suivant, voir pour les différences sources de revenus, la part qu'elles représentent en proportion de l'ensemble des recettes fiscales pour le Québec, le Canada, la moyenne des pays de l'OCDE et la moyenne des pays du G7.



Les modes de taxation et l'importance relative accordée à chacun sont bien entendu des choix politiques et il n'existe pas sur tout cela de manière idéale et optimale de faire que toute juridiction devrait privilégier. Mais il est important de comprendre ce que signifient ces possibles modes de taxation et l'impact qu'ils peuvent avoir sur l'ensemble de la population.

Impôts sur les revenus et taxes

Tous les modes de taxation n'ont en effet pas le même impact sur les citoyens. L'impôt sur le revenu des particuliers est un mode de taxation progressif : la capacité de payer de chacun est prise en considération et les revenus ne sont pas imposés selon le même taux. Ce moyen de taxation a donc la possibilité de contribuer à la redistribution de la richesse.

Les taxes à la consommation par contre (au Québec, ce sont la TPS et la TVQ) s'appliquent au même taux, peu importe le revenu ou la situation du contribuable. On dit de telles taxes qu'elles sont régressives parce que plus la personne taxée a un faible revenu, plus cette taxe représente une plus grande proportion de son revenu — et inversement.

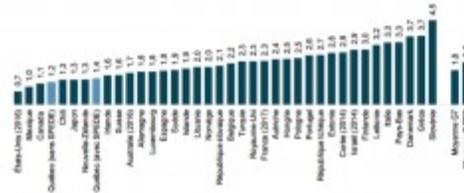
Il est vrai, et il faut le rappeler, que pour rendre la taxe à la consommation plus juste, les produits de base ne sont pas taxables ; et il existe aussi un crédit d'impôt pour les personnes à plus faible revenu. Malgré tout, on dit avec raison des taxes à taux unique qu'elles sont régressives et des taux d'imposition avec des paliers multiples qu'elles sont progressives.

D'autres manières de taxer sont encore possibles : en choisissant ce que l'on taxe ou en modulant certaines taxes, pour les rendre moins régressives ou pour encourager des comportements désirés et en décourageant d'autres.

Dans le graphique 18 [4] suivant, on a justement isolé les recettes provenant des taxes liées à l'environnement données en proportion du PIB. On y constatera que le Québec (avec 1,2% du PIB) ne se situe pas en tête de peloton dans l'utilisation des taxes liées à l'environnement et ce même en ajoutant le SPEDE (Système de plafonnement et d'échange de droits d'émissions) (1,4% du PIB).

Même si ce pourcentage du PIB n'inclut pas tous les programmes que le Québec a mis sur pied pour l'environnement, il nous montre quand même que le Québec pourrait faire plus et mieux en matière de lutte aux changements climatiques et que le Canada (1,1% du PIB) fait encore moins bien que le Québec.

Graphique 10 Recettes provenant de taxes liées à l'environnement en proportion du PIB, Québec, Canada hors Québec et pays de l'OCDE, 2018 sauf indication contraire, en pourcentage



Les cotisations sociales

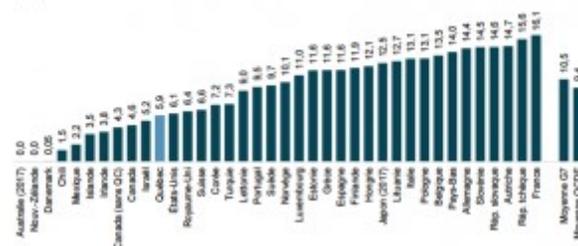
Les cotisations sociales sont une autre composante des revenus de taxation du gouvernement. Elles permettent de financer des programmes particuliers comme le Régime des rentes du Québec, le Régime de l'assurance emploi et autres. Elles sont payées en partie par les employés, en partie par les employeurs. Au Québec, où elles représentent 15,2 % des recettes totales, on utilise beaucoup moins que dans les pays membres de l'OCDE (où la moyenne est de 27,4% des recettes totales) ce mode de taxation.

L'impôt des sociétés

L'impôt des sociétés comprend l'impôt sur les bénéfices et les taxes sur la rémunération. Ces dernières, au Québec, sont composées principalement des cotisations au Fonds des services de santé.

On entend souvent les employeurs au Québec se plaindre des trop lourdes charges sociales sur la masse salariale, qui représentent chez nous 5,9% du PIB. Le graphique 23 [5] montre qu'en comparaison avec les autres pays membres de l'OCDE, où la moyenne est de 9,4% du PIB, et avec les États-Unis (la moyenne y est de 6,1% du PIB), nous n'abusons pas de ce mode de taxation, qui a le mérite de permettre de percevoir plus de revenus que l'impôt sur les bénéfices, parce que les sociétés ne peuvent s'y soustraire.

Graphique 23 Poids des cotisations sociales, 2018 sauf indication contraire, en pourcentage du PIB



Les impôts sur le patrimoine

Les impôts sur le patrimoine au Québec ne sont pas une taxe sur la richesse, mais bien plus tôt un impôt foncier. C'est un taux unique (taxe régressive) appliqué sur chaque 1 000\$ de la valeur d'une propriété selon le rôle d'évaluation municipale. Une taxe sur la richesse (comme son nom le dit)

serait plus progressive parce qu'elle ne s'appliquerait qu'aux personnes mieux nanties.

3. Charge fiscale nette

La charge fiscale nette, quant à elle, nous fournit une information beaucoup plus détaillée pour justement évaluer l'impact de la fiscalité sur les contribuables. C'est qu'elle tient compte de l'intervention d'un État pour, par différents programmes et modes de taxation, redistribuer la richesse.

C'est pourquoi dans le tableau [6] qui suit, lorsqu'on compare le Québec avec la moyenne des pays de l'OCDE et les autres provinces du Canada la charge fiscale nette des personnes plus démunies est inférieure. Cela est cohérent avec le modèle québécois qui offre, en retour d'impôts plus élevés, un éventail plus grand de services publics.

Tableau 17 Charge fiscale nette en pourcentage du revenu brut de travail, selon le niveau de salaire exprimé en % du salaire moyen local (SM) et situation familiale, OCDE, provinces canadiennes et Québec, 2018, en pourcentage

	OCDE		Canada		Québec	
	Revenu brut	Revenu net	Revenu brut	Revenu net	Revenu brut	Revenu net
Moyenne	100	78,8	100	78,8	100	78,8
10 ^e centile	100	78,8	100	78,8	100	78,8
20 ^e centile	100	78,8	100	78,8	100	78,8
30 ^e centile	100	78,8	100	78,8	100	78,8
40 ^e centile	100	78,8	100	78,8	100	78,8
50 ^e centile	100	78,8	100	78,8	100	78,8
60 ^e centile	100	78,8	100	78,8	100	78,8
70 ^e centile	100	78,8	100	78,8	100	78,8
80 ^e centile	100	78,8	100	78,8	100	78,8
90 ^e centile	100	78,8	100	78,8	100	78,8
100 ^e centile	100	78,8	100	78,8	100	78,8

Fiscalité et inégalités de revenus

Une autre mesure importante est donnée par ce qu'on appelle le coefficient de Gini [7]. Ce dernier est une précieuse mesure de l'inégalité de la distribution des revenus. Il a une valeur qui se situe entre 0 et 1, où 0 représente l'égalité parfaite et 1 représente l'inégalité parfaite.

En comparant le coefficient Gini calculé sur les revenus de marché (celui d'avant l'intervention des gouvernements) et celui calculé sur les revenus après impôts (défini comme le revenu de marché, plus les transferts reçus et moins les impôts payés), on a une indication de l'effet de l'intervention des gouvernements sur la réduction des inégalités.

Le tableau qui suit [8] indique qu'à la suite de l'intervention des gouvernements, le coefficient de Gini sur le revenu disponible du Québec a diminué à 0,288, ce qui signifie que les inégalités ont été réduites de 34,2%. Ce même coefficient pour le Canada a diminué à 0,309, soit une réduction des inégalités de 29,6%. La moyenne de l'OCDE est une diminution de 32,8% et celle du G7 est de 33,9%.

Le Québec, par sa fiscalité, a réussi à diminuer les inégalités un peu plus que l'ensemble des membres du G7 et de l'OCDE. Quant au Canada, ses efforts ont été en deçà de ces moyennes.

Tableau 25 Coefficients de Gini sur le revenu de marché et sur le revenu disponible et variation du coefficient, Québec, OCDE, année révisée, entre 2014 et 2017

Pays	Coefficient de Gini sur revenu disponible de marché		Écart		Pays	Coefficient de Gini sur revenu disponible de marché		Écart	
	(1)	(2)	(2-1) x 3	(3) x 100		(1)	(2)	(2-1) x 3	(3) x 100
Rep. allemand	0,241	0,450	0,158	30,8%	Estonie	0,214	0,536	0,342	31,1%
Suède	0,244	0,452	0,208	40,8%	Italie	0,328	0,517	0,189	30,8%
Rep. néerlandaise	0,253	0,448	0,198	43,8%	Australie	0,338	0,489	0,158	29,8%
Irlande	0,255	0,386	0,131	33,8%	Portugal	0,331	0,530	0,198	37,5%
Danemark	0,261	0,447	0,186	41,8%	Grèce	0,333	0,536	0,203	37,9%
Norvège	0,262	0,420	0,157	38,8%	Japon	0,338	0,504	0,166	32,7%
Belgique	0,266	0,460	0,233	46,7%	Espagne	0,341	0,516	0,175	33,9%
Finlande	0,266	0,512	0,246	48,8%	Israël	0,344	0,437	0,099	21,3%
Hongrie	0,282	0,485	0,203	41,8%	Lettonie	0,348	0,475	0,129	27,2%
Suède	0,282	0,434	0,152	35,8%	Nouveau-Zélande	0,349	0,482	0,113	24,3%
Autriche	0,284	0,501	0,217	43,3%	Corée	0,358	0,488	0,131	29,8%
Pologne	0,284	0,450	0,175	38,1%	Royaume-Uni	0,357	0,586	0,249	30,4%
Pays-Bas	0,285	0,445	0,160	36,8%	Lituanie	0,378	0,515	0,137	28,8%
Québec	0,288	0,438	0,150	34,2%	États-Unis	0,388	0,585	0,197	28,8%
France	0,291	0,516	0,225	45,8%	Turquie	0,404	0,429	0,025	5,9%
Allemagne	0,294	0,505	0,211	41,8%	Mexique	0,468	0,475	0,015	3,2%
Suisse	0,296	0,386	0,090	23,3%	Chili	0,468	0,480	0,018	7,1%
Luxembourg	0,304	0,482	0,178	36,3%					
Irlande	0,309	0,543	0,234	43,1%	Moyenne OCDE	0,338	0,489	0,158	33,9%
Canada	0,309	0,439	0,130	29,8%	Moyenne OCDE	0,317	0,472	0,158	32,8%

On peut donc dire que la fiscalité québécoise est plus progressive et contribue plus que les autres auxquelles on l'a ici comparée à réduire les écarts entre les plus démunis et les plus nantis. Certes : cela ne signifie pas que ce soit suffisant. Mais cela donne des raisons de penser que l'on peut faire plus et mieux.

Enfin, payons-nous trop d'impôt ?

La question est simple, mais j'espère que vous comprenez à présent que la réponse, elle, ne l'est pas. Elle demande de prendre en compte à la fois les nombreuses modalités par lesquelles se constituent les revenus de l'État et les manières dont ceux-ci sont utilisés et les fins qu'on cherche à atteindre en faisant ces choix. Car la fiscalité n'est pas une fin en soi : elle est ou du moins elle devrait être au service de nos choix politiques, car c'est par elle que nous les finançons.

Notes

[1] Collectif, « Bilan de la fiscalité au Québec — Édition 2020 » Cahier de recherche 2020-01, Chaire de recherche en fiscalité et en finances publiques, 2019. <http://cffp.recherche.usherbrooke.ca/bilan-de-la-fiscalite-au-quebec-edition-2020/>

[2] Ibid., p.39

[3] Ibid., p.48

[4] Ibid., p. 71

[5] Ibid.. p. 77.

[6] Ibid. p. 83.

[7] Ibid. p. 133.

[8] Ibid, p. 134.



POUR CONTINUER LA RÉFLEXION

Quelques livres et quelques revues...

par Monique Jeanmart

Jean Marie Cancelli, *Ne plus se mentir. Petit exercice de lucidité par temps d'effondrement écologique*, Les incisives, Rue de l'échiquier, 2019.

Le livre propose un regard sans concession sur l'impasse écologique où nous nous trouvons. Convaincu que la théorie des petits pas et des gestes quotidiens ne sauveront pas la planète, le livre est un appel à la lucidité pour déconstruire le mythe que nous sommes en transition. Le réformisme ne mettra pas fin au capitalisme ni à la tyrannie de la croissance. Le livre est un appel au radicalisme et à la lucidité pour organiser la résistance par l'action collective.



Guillaume Pitron, *La guerre des métaux rares. La face cachée de la transition énergétique et numérique*. Les liens qui libèrent, 2019.

Un regard éclairé par 6 ans de recherches et d'enquêtes pour démystifier les technologies et les énergies « dites vertes » et l'optimisme avec lequel on nous propose la quête d'un impossible modèle de croissance plus écologique. Cette voie d'émancipation des énergies fossiles par les nouvelles technologies conduit à une intensification de l'extractivisme et à une autre dépendance celle des métaux rares dont l'exploitation est tout sauf écologique.

Laure Waridel, *La transition c'est maintenant. Choisir aujourd'hui ce que sera demain*, Écosociété, 2019

Résultat de 4 ans à parcourir le Québec pour une thèse doctorale le livre présente une multitude d'actions individuelles et de projets citoyens en faveur du climat. Il se veut résolument mobilisateur et optimiste. Cette multitude d'actions individuelles va devenir des mouvements qui mèneront à des changements de paradigmes. Sa prescription d'écosociologue et d'humaniste est que pour sauver la planète il faut « créer et renforcer les liens entre les humains, la société et les écosystèmes ».

Articles et revues

Alternatives économiques, dossier « *Et si on mangeait autrement* », décembre 2019, no. 396, pp. 20-32.

Alternatives économiques, « *Pollution. La face cachée du numérique* », janvier 2020, no. 397, pp. 20-34.

La recherche, dossier spécial « *Climat. Le consensus scientifique après 3 rapports du GIEC* »,



AGIR avec ATTAC !

-  Adhérer et/ou faire un don
-  Nous joindre
-  S'inscrire à nos listes
-  Nous inviter
-  Nous suivre sur YouTube
-  Nous suivre sur Facebook
-  Nous suivre sur Twitter
-  L'AIGUILLON - Le bulletin d'ATTAC



**À venir le 14 mars : notre prochaine journée d'étude sur le thème « Changer la donne !
Réflexions sur l'économie et l'écologie ».**

Découvrez le programme et inscrivez-vous !

<https://www.quebec.attac.org/?journée-d-etude-changer-la-donne>

Au plaisir de vous y rencontrer !

ÉQUIPE DU BULLETIN :

Coordonnatrice : Monique Jeanmart

Coordonnatrice adjointe : Jeanne Gendreau

Mise en page électronique : Wedad Antonius et Jeanne Gaudreau :

Pour toute suggestion, commentaire ou questions, veuillez vous adresser à Monique

Jeanmart [✉moniquejeanmart@videotron.ca](mailto:moniquejeanmart@videotron.ca)

**Pour des conférences, ateliers, présentations dans votre région
invitez ATTAC !**

**ATTAC-QUÉBEC - Association pour la Taxation
des Transactions financières et pour l'Action Citoyenne**

3720, avenue du Parc, bureau 303

Montréal (Québec) H2X 2J1

✉ quebec@attac.org